

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 08/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PAPREC ENERGIES 45 (ex ARCEVAL ex CIDEME)

7 rue du Docteur Lancereaux
75008 PARIS

Références : VAT20220495

Code AIOT : 0010000974

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2022 dans l'établissement PAPREC ENERGIES 45 (ex ARCEVAL ex CIDEME) implanté Usine d'incinération Les Gatines Arrabloy 45500 GIEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC ENERGIES 45 (ex ARCEVAL ex CIDEME)
- Usine d'incinération Les Gatines Arrabloy 45500 GIEN
- Code AIOT : 0010000974
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société PAPREC Energie 45 (anciennement ARCEVAL), exploite sur la commune de Gien-Arrabloy une unité d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) ainsi qu'une plate-forme de maturation des mâchefers.

Les activités exercées par la société PAPREC Energie 45 sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 07 mars 2019, relatif à la poursuite de l'incinération de déchets de résidus de broyage automobile (RBA) et à la mise à jour de certaines prescriptions techniques.

De nombreux travaux sont actuellement en cours pour notamment améliorer la performance énergétique de l'usine (changement de four ligne 1 et construction d'un réseau de chaleur).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la précédente visite,
- action nationale sur le suivi des appareils de mesure en continu,
- maîtrise du risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	NC1 du 22/03/2021	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 7.3.3	/	Sans objet
5	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 7.6.2	/	Sans objet
9	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
10	Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
11	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
12	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
14	Monoxyde de carbone	AP Complémentaire du 23/07/2015, article 3.3.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 4.1.1	/	Sans objet
4	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 7.6.3	/	Sans objet
6	Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO ₂ , NO _x , NH ₃	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Mesures en continu CO, O2, H2O	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
8	Mesure en semi-continu des PCDD/F	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
13	Mesures périodiques des polluants	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
15	Indisponibilité de la mesure en continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1 b)	/	Sans objet
16	Dioxines et furanes	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 3.3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : NC1 du 22/03/2021
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet :- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
Constats : (C1) Le registre des déchets entrants est incomplet.
<p>Observations : NC1 du 22/03/2021 : Le registre des déchets entrants ne mentionne pas le numéro des BSD le cas échéant (DASRI notamment), l'adresse de l'installation expéditrice, l'adresse du transporteur ainsi que le numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement.</p> <p>Retour de l'exploitant du 15/10/2021 : ARCEVAL a bien pris en compte la non-conformité, et voici le planning en cours de déploiement afin de lever les écarts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en conformité du registre des déchets entrant, (hors gestion du n° BSD DASRI) -> Déploiement en cours et activation du nouveau registre le 1er janvier 2022 : mise en oeuvre vérifiable durant l'inspection de 2022 -> Voir ci-dessous les éléments complémentaires de conduite du PROJET 1, - Intégration du numéro de BSD dans le registre des déchets entrants, -> Déploiement en parallèle de l'activation de la traçabilité des BSD dématérialisée sous TRACKDECHETS, durant le 2ème semestre 2022 avec une mise en oeuvre au plus tard le 31 décembre 2022 (ou avant, si la plateforme trackdéchets/DASRI est opérationnelles) -> Voir solution proposée dans le PROJET 2. <p>Observations du 05/07/2022 : Le changement du logiciel de pesée a été fait en décembre 2021. Le logiciel ARPEGE MASTER K, utilisé pour les pesées, a été consulté. Les données suivantes sont automatiquement intégrées au journal des pesées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - date et heure de pesée,

<ul style="list-style-type: none"> - poids net, - client, producteur initial, - transporteur désignation, - activité (= traitement), - type de produit (TVI = tout venant incinérable, OM SYCTOM, DAOM = déchets assimilables à des OM hors SYCTOM, hors ARCEVAL <p>Pour les déchets hors ARCEVAL, il convient de changer le type d'activité/traitement (activités des autres sites qui utilisent le pont bascule).</p> <p>Il y a un registre des déchets entrants qui est alimenté à partir du journal des pesées mais pas de façon automatique (pour vérification).</p> <p>Un extrait du registre des déchets entrants a été fourni. Il précise : le jour, le produit, le client, le transporteur, la quantité, le n° de BSD, le producteur, le code déchets, la référence CAP, le code traitement. Les SIRET des producteurs et transporteurs sont disponibles mais dans des tableaux à part. Le registre des déchets entrants est à mettre à jour suite à l'arrêté ministériel du 31/05/2021.</p> <p>Trackdéchet sera opérationnel et obligatoire pour les DASRI à partir du 01/01/2023.</p> <p>Le nouveau système de gestion des GRV DASRI a été commandé. Il sera opérationnel à l'automne 2022.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Origine de la ressource / Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau / Prélèvement maximal annuel (m3) : Forage agricole / Nappe des calcaires tertiaires captifs de Beauce / 54 000L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.</p>
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : Les prélèvements d'eau sont de 2 origines : forage de l'agriculteur voisin et eau de ville. Aujourd'hui, le traitement fonctionne à la chaux sèche (moins d'eau qu'à l'atomisation) . L'eau de forage et l'eau AEP servent à faire de l'eau déminéralisée qui alimentent les circuits eau/vapeur des chaudières.</p> <p>Pour mémoire, le site se trouve en zone de répartition des Eaux pour la nappe de Beauce (ZRE).</p> <p>2021 : eaux de ville : 381 m3 et eau de forage : 24484 m3.</p> <p>2020 : 1160 m3 eau de ville et 40050 m3 pour l'eau de forage.</p> <p>2015 : 3000 m3 eau de ville et 64000 m3 eau de forage.</p> <p>On constate que les volumes prélevés sont en diminution. 2021 est représentative du fonctionnement avec une seule ligne.</p> <p>Actuellement, les eaux de lixiviation des mâchefers et de ruissellement du site sont utilisées pour le refroidissement des fours. Le site consomme actuellement entre 80 et 100 m3 d'eau par jour et par four pour le refroidissement. Le nouveau four consommera aussi moins d'eau parce que le refroidissement du four est différent.</p> <p>Les eaux polluées de TERRALIA seraient utilisées dans le four et en sortie chaudière pour le refroidissement des fumées. A certaines périodes de l'année où de l'eau de forage est envoyée dans les four, ils pourraient utiliser des eaux de lixiviation. Un porter à connaissance est à fournir pour une éventuelle intégration. Cela étant conditionné au fonctionnement de la deuxième ligne il conviendra d'intégrer le cas échéant le détail de cette demande et de ses impacts au porter à connaissance concernant le devenir de la ligne 2.</p> <p>Les purges d'eau du réseau de chaleur seront récupérées et mises en eaux sales, il s'agit de faibles quantités.</p> <p>Le réseau de chaleur est encore en travaux et ne sera pas opérationnel avant l'automne 2022. L'enjeu ESSITY est au 01/01/2023 en lien avec les contrats gaz.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Le rapport Q18 d'octobre 2021 a été fourni. Ce dernier précise que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. La vérification initiale Q18 de la ligne 1 sera faite après le démarrage. L'installateur de l'électricité du nouveau four SPI viendra le 11-12 juillet 2022. Le rapport Q18 concernant la ligne 1 est à fournir.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est équipé de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :- de 3 poteaux incendie délivrant un débit minimal de 60 m3/h sous 1 bar de pression dynamique. Les poteaux sont alimentés via deux pompes de 66 m3/h reliées à une réserve incendie d'un volume minimal garanti de 160 m3 et utilisable de 235 m3, la réserve incendie est réalimentée automatiquement à partir d'un forage extérieur à l'usine délivrant 15 m3/h (forage situé à 300 mètres de l'usine) lorsque le niveau bas de la réserve (au volume de 160 m3) est atteint ;- d'un groupe motopompe mobile d'un débit minimal de 78 m3/h pouvant puiser l'eau contenue dans le bassin d'eaux pluviales (bassin d'orage) d'un volume de 1300 m3, le volume d'eau minimal garanti pour la lutte contre un sinistre est d'au moins 200 m3 ;- de réserves d'eau supplémentaires utilisables par les pompiers constituées : -> du bassin d'orage pour 200 m3 ; -> de la réserve d'eau enterrée de 120 m3 située sur le terre-plein entre l'usine et la collecte ;-> des bassins mâchefers pour 150 m3 ;- d'une centrale de détection incendie (détection de fumées et/ou de flammes) au niveau de la chaîne de préparation des déchets et de certains locaux de l'usine (locaux TGBT, local turboalternateur, ...) reliée à une alarme sonore et visuelle (pour chaque local) au niveau de la salle de quart. Cette alarme sonore et visuelle permet de connaître le lieu (local, bâtiment...) où la détection s'est déclenchée ;- de robinets d'incendie armés (RIA) disposés en tout point du site et, notamment dans le hall de déchargement, le local DASRI et le local crible de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Les RIA du site sont alimentés par une réserve indépendante de 135 m3 dotée de moyens de pompage adaptés ;- d'une rampe d'aspersion présente au niveau de la vitre pontier au dessus de la fosse, disposant d'un débit de 18,7 m3/h ;- d'une rampe d'aspersion (de type sprinklage) au niveau des trémies d'admission des déchets depuis les fosses vers les fours ;- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement ;- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;- d'un canon à mousse en point haut de chacune des deux fosses à déchets (la mise en service des canons est réalisée par du personnel exploitant en cas de détection de points d'échauffements en fosses, diagnostiqués par des caméras thermiques installées dans chacune des deux fosses). Ces deux canons sont alimentés en eau par une réserve indépendante de 135 m3 et les moyens de pompage associés sont alimentés pour leur fonctionnement par un groupe moto-pompe diesel situé à proximité du hall de déchargement des déchets ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : Pas de modification des ressources en eau en lien avec les modifications de la ligne 1.</p> <p>Le bassin d'orage de 200 m3 a été visualisé lors de la visite.</p> <p>Les reports des caméras thermiques au niveau de la fosse de déchets et du déchiqueteur ont été visualisés en salle de commande. Une alarme sonne en salle de commande si une température supérieure à 85 °C est détectée.</p> <p>Les autres ressources en eau n'ont pas été contrôlées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ces derniers sont vérifiés a minima selon une fréquence annuelle. En cas de dysfonctionnements diagnostiqués, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires dans les meilleurs délais. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : (C2) L'exploitant ne peut justifier que tous les RIA sont en bon état et il ne peut pas expliquer pourquoi certains extincteurs et certains RIA sont sortis du parc.</p>
<p>Observations : Ré-installation du sprinklage sur la trémie qui sert à recueillir les déchets avant admission dans le four. Cela a été fait par l'équipe travaux du site. Des tests internes sont faits par les équipes du site mensuellement. L'extrait de la GMAO précisant les dates des tests internes mensuels a été fourni. La dernière vérification date du 15/06/2022, le rapport d'intervention interne a été fourni, il ne précise aucune observation. La trame de contrôle interne du réseau shelter incendie a été fournie. Pour la trémie, il s'agit d'un contrôle visuel de l'état des buses. Un test mensuel interne de la protection de la vitre pontier est également réalisé.</p> <p>Tout le shelter incendie est vérifié tous les 6 mois par un prestataire extérieur CHUBB : sprinklage, canons à mousse et arrosage vitre pontier, centrale de détection et déclencheurs automatiques. Le rapport d'essai CHUBB du système d'extinction d'incendie du 28/06/2021 a été fourni : le poste déluge et les canons étaient conformes. Le rapport de vérification programmée CHUBB du 17/09/2021 concernant la 2ème vérification semestrielle du système d'extinction manuelle a été fourni. Il précise que la vérification des batteries est correcte et qu'aucun dysfonctionnement ne nécessite une intervention curative. Les derniers rapports d'essai (2022) sont à fournir.</p> <p>Tous les ans : groupe motopompe contrôlé par un motoriste qui contrôle les vitesses de rotation, les pressions, les débits. Le rapport de visite entretien du groupe motopompe de MS POMPES du 18/11/2021 a été fourni. Il précise deux commentaires qui n'appellent pas d'action corrective immédiate. Le rapport de visite entretien groupe électropompe de MS POMPES du 18/11/2021 a été fourni. Il ne formule aucun commentaire. Le rapport de visite entretien double skid RIA de MS POMPES du 18/11/2021 a été fourni. Ce dernier demande de prévoir le remplacement de l'hydrofort. Les justificatifs de remplacement sont à fournir.</p> <p>Emulseur : 2 m³ présents en partie haute de l'usine. L'analyse d'émulseur est réalisée tous les 2 ans. La dernière analyse émulseur réalisée par eau&feu date du 22/01/2021. Elle précise que l'émulseur synthétique est en bon état de conservation. En même temps, ils font aussi le fire dose. La mousse est une préconisation des assurances.</p> <p>Le rapport d'intervention CHUBB du 03/06/2022 de vérification des RIA a été fourni. Certains défauts apparaissent sur 4 RIA (tuyaux endommagés, diffuseurs endommagés, fuite sur le RIA). L'exploitant ne peut expliquer pourquoi 8 appareils ont été sortis du parc. Pour information, les RIA de la ligne 1 ont été démontés et seront remontés et reconnectés en juillet 2022 avant la mise en service du nouveau four de la ligne 1. La société SICCLI va intervenir semaine 27 pour les réinstaller. La commande a été passée (le bon de commande du 09/06/2022 a été fourni).</p> <p>Le rapport d'intervention CHUBB du 03/06/2022 de vérification des extincteurs a été fourni. L'exploitant ne peut expliquer pourquoi certains appareils ont été sortis du parc. Tous les extincteurs du parc sont en bon état.</p> <p>Le rapport d'intervention CHUBB du 28/04/2022 de vérification des dispositifs de détection incendie a été fourni. Ce dernier conclut : "Après test et vérification du système et matériel, aucune présence de dérangements et d'anomalie lors de nos essais." Lors de la visite, un détecteur au local automate est en dérangement en lien avec la poussière qu'il y a eu dans le local suite aux travaux. Une intervention est prévue pour régler le problème. D'après l'exploitant, 2 têtes de</p>

détection sont à remplacer en interne. L'opération est prévue dans la semaine de la visite. Dans l'attente, les locaux adjacents disposent de détection. Une photographie du 27/07/2022 a été fournie. Elle montre que la centrale de détection ne fait apparaître aucun défaut.
Le rapport d'intervention CHUBB du 09/08/2021 de vérification des bornes incendie a été fourni. Ce dernier conclut que les 3 poteaux incendie sont fonctionnels.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO₂, NO_x, NH₃

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO ₂ , NO _x , NH ₃
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes : - poussières totales ; - substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ; - chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ; - oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs Azotés.</p> <p>La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.</p> <p>La mesure en continu du chlorure d'hydrogène, du fluorure d'hydrogène et du dioxyde de soufre n'est pas nécessaire lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation autorise seulement l'incinération de déchets qui ne peuvent pas entraîner des valeurs moyennes de ces substances polluantes supérieures à 10 % des valeurs limites d'émission fixées pour ces substances.</p>
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : L'écran de l'analyseur MIR9000 actuellement en fonctionnement pour la ligne 2 a été visualisé. Les paramètres suivants sont mesurés : HCl, SO₂, NO_x, CO, CH₄, HC, HF, CO₂. L'analyseur titulaire MIR9000 NH₃ titulaire ligne 2 a également été visualisé. Les analyseurs poussières se trouvent au niveau des cheminées. Les données passent par le SAM32 qui a été visualisé. Les mesures en continu de tous ces paramètres ont été visualisées sur l'écran de contrôle en salle de commande.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesures en continu CO, O2, H2O

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures en continu CO, O2, H2O
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion : - le monoxyde de carbone ; - l'oxygène et la vapeur d'eau. La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Mesures en continu : du CO, O2, H2O (visualisées sur le PC en salle de commande).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesure en semi-continu des PCDD/F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en semi-continu des PCDD/F
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : b) Disposition relative à la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. b-1. Dispositions générales. L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie à l'annexe I.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : 2 analyseurs semi-continu AMESA (1 sur chaque ligne). Ils ont été visualisés dans les locaux techniques qui abritent les analyseurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : (C3) Le certificat QAL1 ainsi que la référence des nouveaux analyseurs poussières sont à fournir. Pour le MIR FT, l'étendue des mesures certifiées pour le NO2 et le HF est plus de 1.5 fois supérieure à la VLE jour en NOx et HF.
Observations : L'analyseur redondant a aussi été changé en même temps que l'analyseur titulaire ligne 1. Il s'agit de MIR FT. Les nouveaux analyseurs poussières ligne 1 titulaires et redondants ont également déjà été changés. Il ne restera plus que les analyseurs mercure à installer sur la ligne 2. Les analyseurs mercure seront installés sur la ligne 1 en septembre. La commande est à fournir (faite par le service travaux du site). Cf. canevas action nationale suivi des appareils de mesure en continu. Le certificat QAL1 ainsi que la référence des nouveaux analyseurs poussières sont à fournir. Le MIR 9000 n'est pas certifié pour le paramètre HF. Pour mémoire, cet analyseur sera remplacé par un MIR FT certifié pour ce paramètre en septembre 2022. Pour le MIR FT, l'étendue des mesures certifiées pour le NO2 et le HF est plus de 1.5 fois supérieure à la VLE jour en NOx et HF. La gamme complète de mesure NH3 ne couvre pas la VLE (1/2heure). Néanmoins, les valeurs mesurées habituellement sur les installations semblent comprises dans la plage de mesure certifiée. Pas de pics d'ammoniac et moyennes entre 1 et 5 mg/Nm3 (d'après l'exploitant, difficile de faire des pics avec de l'urée).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.
Constats : (C4) Le nombre de mesurage de l'AST de 2021 n'est pas justifié. Les droites QAL 2 de 2020 de l'analyseur redondant ligne 2 pour les paramètres humidité et O₂ n'ont pas été prises en compte dans l'AST de 2021.
Observations : Cf. canevas action nationale suivi des appareils de mesure en continu. Le nombre de mesurage de l'AST de 2021 n'est pas justifié. Les droites QAL2 de décembre 2020 avec leurs unités ont été prises en compte pour l'AST de 2021, hormis pour les paramètres humidité et O ₂ de l'analyseur redondant ligne 2 ($y = 0,89x + 0,02$ dans le rapport AST et $y = 0,88x + 0,01$ dans le rapport QAL2 ; $y = 1,03x$ dans le rapport AST et $y = 1,05x$ dans le rapport QAL2). Le rapport AST de 2021 formule l'anomalie suivante sur les tests opérationnels: "Compte tenu de la configuration des AMS, impossibilité d'injecter des gaz raccordés COFRAC en entrée du système. L'exploitant doit justifier que les nouveaux analyseurs permettent d'injecter des gaz raccordés COFRAC en entrée du système."
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.</p> <p>Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>
Constats : (C5) Le contrôle QAL2 de 2020 n'a pas été réalisé conformément à la norme en vigueur.
<p>Observations : Cf. canevas action nationale suivi des appareils de mesure en continu La VLE prise en considération pour le paramètre NOx n'est pas correcte (120 au lieu de 80 mg/Nm³). Cependant, dans ce cas, cela n'a pas d'incidence sur le cas à appliquer. Aucune mesure poussières du QAL2 de 2020 n'a duré 60 min. Durant la mise en œuvre du QAL 2, 2 légers dépassements de VLE 10 min ont été constatés : - Une mesure CO titulaire ligne 1 à 178,2 mg/mo³ (-15 intervalle de confiance=163,3 > VLE 10min), - une mesure CO redondant ligne 1 à 196,5 mg/mo³ (-15 intervalle de confiance=181,5 > VLE 10min de 150 mg/Nm³).</p> <p>Les droites d'étalonnages intégrées dans les analyseurs correspondent à celles préconisées dans le dernier rapport QAL2, hormis pour le NH₃ titulaire ligne 2 (droite d'étalonnage QAL 2 : $y = 0,93x - 1,04$ et droite étalonnage analyseur : $y = 0,93x - 0,4$)</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p>
Constats : (C6) Pas de réalisation de QAL3.
<p>Observations : Pas de réalisation de QAL3. Engagement de l'exploitant de mettre en place le QAL3 en 2023. Devis demandé auprès d'ENVEA pour mettre en place le QAL 3 sur la ligne 1.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Mesures périodiques des polluants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures périodiques des polluants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en Semi-continu. L'exploitant d'une installation d'incinération doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes. Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble des composés mentionnés à l'alinéa précédent et des paramètres suivis en continu et semi-continu est réalisée tous les trois mois. Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Les dernières mesures semestrielles des rejets atmosphériques L2 ont été faites les 03 et 04/03/2022. Le rapport APAVE correspondant a été fourni. Aucun dépassement n'est à signaler.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Monoxyde de carbone

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/07/2015, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure en continu des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission suivantes ne doivent pas être dépassées - pour les concentrations de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction : -> 50 mg/m ³ de gaz de combustion en moyenne journalière ; -> 150 mg/m ³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes ou 100 mg/m ³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures. - pour les flux de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction : 41 kg/jour et par ligne d'incinération.
Constats : (C7) Des dépassements des valeurs limites d'émission en CO sont constatés en juin 2022.
Observations : 53 moyennes 10 min sont supérieures à 150 mg/Nm ³ en juin 2022. Comme il y a 144 périodes de 10 min dans une journée, 95 % des valeurs correspond à 137 périodes, soit possibilité de 7 moyennes 10 min supérieures à 150 mg/Nm ³ par jour. En juin 2022, 6 journées ont présenté des dépassements des valeurs limites d'émission en CO. Lors de la visite, la moyenne 10 min en CO était à 0.84 mg/Nm ³ . L'exploitant évoque : - une mauvaise combustion lors de l'incinération des DASRI associé à une mauvaise dépression four liée à des trous importants sur la gaine sortie réacteur dont la réparation aurait été faite le 03/06/2022, la facture THOU industrie du 23/06/2022 pour la réparation des gaines a été fournie. - une mauvaise combustion avec des difficultés à absorber le haut PCI des DASRI.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Indisponibilité de la mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1 b)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Indisponibilité analyseurs – Compteurs des 10h consécutives et 60h/an
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption. Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : 1.2 h d'indisponibilité du dispositif de mesures en continu de la ligne 2 en 2021. 240 min d'indisponibilité du dispositif de mesures en continu de la ligne 2 depuis début 2022. Début 2022, le pourcentage d'indisponibilité mensuelle du dispositif de suivi semi continu des dioxines/furanes est assez élevé : 4.85 % en janvier, 16.46 % en février, 10.38 % en mars, 13.37 % en avril, 19.88 % en mai et 16.17 % en juin. Questionné sur ce point, l'exploitant explique que ces indisponibilités sont liées aux ruptures d'alimentation en déchets. En effet, au dessus de 16 % d'O ₂ , le four n'est plus alimenté en déchets. Ces fortes concentrations en O ₂ sont le fait de fuites d'air constatées sur une gaine au niveau de la cheminée. D'après l'exploitant, ces fuites ayant été réparées en juin 2022, le pourcentage d'indisponibilité devrait baisser à partir de juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 3.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Dioxines et furanes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Paramètre / Valeur limite / Flux limite (mg/jour) Dioxines et furannes / 0,1 ng/m3 / 0,108 La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications ci après.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Demande 1 du 22/03/2021 : L'exploitant doit mettre en oeuvre les actions proposées suite aux dépassements en dioxines observés début 2021 (vérification de la vitesse d'injection du charbon actif, prolongation de la canne d'injection du charbon actif, sécurisation du réseau permettant la remontée des données d'autosurveillance et mise en place de nouveaux analyseurs). Réponse de l'exploitant du 15/10/2021: Suite aux dépassements en dioxines de début 2021, ARCEVAL a mis en oeuvre les actions suivantes : - Redondance du système d'acquisition sur l'analyse des poussières : Les mesures des poussières titulaires et redondantes ont été dissociées sur 2 cartes automates indépendantes. Action réalisée depuis le 17/02 par notre prestataire ENVEA et visualisée durant l'inspection (voir photo rapport) - Mise en oeuvre d'une remontée d'alarme en supervision en cas de dysfonctionnement d'une carte d'acquisition sur les analyseurs poussières Une modification a été apportée dans la programmation du logiciel d'acquisition WEX en supervision (salle de commande), avec l'activation d'une alarme en cas de dysfonction d'une carte automate des modules ADAM situés dans le shelter. L'opération a été réalisée par notre prestataire ENVEA et présenté à la DREAL durant l'inspection de 2021, - Sécurisation de l'architecture réseau de l'ensemble des analyseurs, La vérification de l'architecture réseau des autres analyseurs a été réalisée par ARCEVAL et ENVEA afin d'identifier un éventuel équipement pouvant tomber en panne, sans alarme ou redondance, à l'identique de l'incident survenu sur les mesures de poussières. - Vérifier la vitesse d'injection du charbon actif : Une analyse a été menée afin de déterminer l'impact de l'élévation de température, sur la vitesse de passage des fumées dans la gaine, et la qualité de la dispersion du charbon actif au point d'injection. Par conséquence, la vitesse d'injection du charbon actif par rapport à la vitesse de passage des fumées dans la gaine, semble optimale et n'est pas à l'origine du dépassement des cartouches de dioxines. - Prolonger la canne d'injection du réactif: Durant l'analyse de l'incident, il nous a été conseillé de prolonger dans la gaine de circulation des fumées, la conduite d'injection du charbon actif, afin de favoriser une injection au plus près du coeur du flux. Avec un ratio optimum de 30% de longueur par rapport au diamètre de la gaine des fumées (dans notre cas diamètre = 1200mm), nous avons prolongé la tuyauterie d'injection du charbon de 360mm lors du remplacement des gaines de la ligne 1 (ligne actuellement en travaux), voir photo ci-dessous. - Mise en place de nouveaux analyseurs Observations du 05/07/2022 : Le prolongement de la canne d'ingestion de la ligne 1 a été fait dans le cadre des travaux de revamping (vu photo). Le prolongement de la canne d'ingestion de la ligne 2 aura lieu lors de l'arrêt de septembre. La sécurisation de l'architecture réseau a été réalisée. L'exploitant a détaillé lors de la visite les nouveaux cablages. Mise en place de nouveaux analyseurs : MIR FT mis en place sur la ligne 1 et redondant (commande

du 08/12/2021 fournie pour les MIR FT ligne 1). Les nouveaux analyseurs ligne 2 seront mis en place en septembre octobre 2022 lors de l'arrêt technique (commande du 20/05/2022 fournie pour MIR FT ligne 2).

Les résultats du suivi semi-continu des dioxines et furanes entre mars 2021 et juin 2022 ont été fournis. Aucun dépassement de VLE n'est constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet